

PENSER ET BÂTIR ENSEMBLE UNE EUROPE SANS PAUVRETÉ NI EXCLUSION

PROPOSITIONS
DU MOUVEMENT
ATD QUART MONDE
(AGIR TOUS POUR LA DIGNITÉ)

ALORS qu'un mandat de 5 ans de la Commission et du Parlement européen va débiter, quel constat remonte des personnes les plus en difficulté ? « Les États européens ont échoué avec les familles les plus pauvres. » C'est ce que confirment de nombreuses personnes, comme Clara, en Espagne,

« Vivre dans la pauvreté et dans l'extrême pauvreté est non seulement un traitement inhumain mais aussi dégradant et qui pourrait même, à un moment donné, être qualifié de torture. C'est la dignité humaine qui est en jeu. »

Françoise Tulkens,
ancienne juge et vice-présidente
de la Cour européenne
des droits de l'homme

dont la maison a été démolie l'an dernier, et qui vit désormais avec sa famille dans un camion. Pourtant l'Union européenne, dans sa Stratégie 2020 a défini des objectifs de lutte contre la pauvreté, et adopté des

recommandations.

L'extrême pauvreté persiste, comme si cette population était en trop et ne comptait pour rien. Ce gaspillage humain d'une grande violence pour ceux qui l'endurent constitue une violation flagrante des droits de l'homme.

En Europe, de nombreuses personnes et familles sont privées de leurs moyens d'existence, expulsées de leur logement, contraintes de vivre des situations où elles sont criminalisées et pénalisées. Les valeurs de paix, de respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, au cœur même du projet européen et des constitutions de nombreux États membres, sont bafouées.

La grande pauvreté n'est pas que manque de revenu mais aussi difficulté d'accès aux droits fondamentaux indivisibles et interdépendants.

Les réponses d'urgence (distributions alimentaires, hébergement, etc.) ne sont pas une solution.

La logique économique et financière dominante au

Au moment où de nombreux citoyens mettent l'Europe en question, des personnes vivant la pauvreté et l'exclusion sociale se sont réunies pendant plusieurs mois avec des personnes solidaires, certaines ayant des responsabilités au niveau européen. Elles ont cherché à comprendre ce que fait l'Europe pour que la vie change pour les plus démunis et ont apporté leurs réflexions à partir de leur expérience de vie. Elles se sont préparées à venir dialoguer avec des fonctionnaires et députés européens. Cette rencontre, l'Université populaire Quart Monde européenne, rassemblant dix-sept délégations venues de dix pays, a eu lieu le 5 mars 2014, au Parlement européen à Bruxelles avec le soutien de l'intergroupe parlementaire « Extrême pauvreté et droits de l'homme ». Elle a permis de construire un pont entre des personnes qui habituellement ne se rencontrent pas. Elles ont pu réfléchir ensemble et bâtir des propositions visant à ce que l'éradication de l'extrême pauvreté, et la lutte contre les inégalités, soient au cœur du projet européen.

plan mondial repose sur un usage des ressources de la planète qui n'est plus viable et ne cesse de produire de l'exclusion sociale et d'aggraver la pauvreté en Europe. Face à ces constats, nous, personnes engagées contre la grande pauvreté, voulons penser et bâtir une autre Europe dans laquelle chacun vivra dans la dignité, en harmonie avec les autres et avec l'environnement. Nous voulons contribuer à développer une économie au service de tous, qui ne gaspille ni l'intelligence et le savoir-faire des personnes, ni les ressources limitées de la planète. Nous voulons remettre l'être humain et les droits de l'homme au cœur de la construction européenne.

*« Les aides ne sont que de la charité que l'on fait aux pauvres et qui les maintient dans leur situation. Nous, on ne se bat pas pour des aides, on lutte pour avoir accès à nos droits et pouvoir les exercer. »**

* La majorité des citations de ce document ont pour auteurs des personnes en situation de pauvreté et sont extraites des travaux préparatoires et des dialogues de l'Université populaire Quart Monde européenne 2014.

PROPOSITIONS À L'UNION EUROPÉENNE ET AUX ÉTATS MEMBRES

Nous demandons à l'Union européenne de garantir à toute personne vivant sur son territoire le droit à l'existence légale.

De nombreuses personnes en Europe n'ont pas d'existence légale reconnue. Dès lors, elles n'ont accès à aucun droit (participation, travail, santé, logement, droit de vote...). Cela concerne de

nombreux migrants, Roms, ou demandeurs d'asile, mais aussi des personnes sans domicile, vivant à la rue ou dans des campings, qui sont comme des clandestins dans leur propre pays.

Nous demandons à l'Union européenne d'engager tous les États à assurer une école qui offre les mêmes opportunités et la même qualité pour tous, en évitant l'orientation précoce et une hiérarchie entre filières, qui renforcent les inégalités. Les changements nécessaires devront être définis avec la participation des parents, en particulier ceux qui sont les plus exclus.

Nous demandons à l'Union européenne que la Recommandation sur la Garantie pour la jeunesse devienne une directive afin d'être contraignante pour les États membres, et que les plans de garantie visent en priorité les jeunes les plus en difficulté.

Pour les jeunes qui manquent à la fois d'expérience et de qualification, le travail devient un rêve inaccessible. Ces jeunes

doivent avoir accès à des programmes de formation, de véritables emplois, avec un accompagnement de qualité et des ressources suffisantes pour vivre.

Nous demandons à l'Union européenne et aux États membres de soutenir la création d'emplois décents, en particulier dans les entreprises et initiatives locales, permettant aux personnes éloignées du marché du travail et sans aucune qualification de retrouver une utilité à travers un travail reconnu.

Quand elles ne subissent pas le chômage de longue durée, les personnes se retrouvent enfermées dans du travail au noir ou des contrats très précaires qui aggravent leur vulnérabilité en les plaçant à la marge des systèmes de protection sociale.

Nous demandons à l'Union européenne de mettre en place une directive portant sur des moyens convenables d'existence pour chaque personne qui inclut un Revenu minimum décent dans tous les pays membres et qui prenne en compte le coût du logement.

Le manque persistant de logement, de travail ou de revenus empêche les personnes d'assumer durablement leurs responsabilités familiales, sociales et professionnelles.

Nous demandons à l'Union européenne et aux États membres d'établir des espaces permanents de réflexion et de dialogue avec les personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, en lien avec d'autres partenaires, afin d'assurer la contribution des personnes concernées à la définition des politiques et à l'évaluation des résultats.

« Il faut exploiter, comme un savoir utile, ce que la vie des pauvres, leurs doutes, leurs espoirs, nous apprennent quant à la manière de lutter contre la pauvreté, en termes de politique et en termes d'action. »

Françoise Tulkens, ancienne juge et vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme.

Pour permettre à l'Union européenne de connaître les violations de droits liées à la grande pauvreté et de mieux protéger les droits des personnes les plus pauvres :

Nous demandons que dans le programme de travail pluriannuel de l'Agence des droits fondamentaux figure explicitement la possibilité d'examiner les violations de droits et les discriminations liées aux situations d'extrême pauvreté, en associant les personnes vivant ces situations.

Nous demandons qu'à court terme, tous les États ratifient la Charte sociale européenne et acceptent les articles 30 (droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale), 31 (droit au logement), et la procédure de réclamation collective, et qu'à moyen terme, l'Union européenne adhère à cette Charte.